

"Yalta, de l'échec au mythe" dans Le Monde (5 février 1985)

Légende: Du 4 au 11 février 1945, la Conférence de Yalta réunit Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline qui doivent décider du sort de l'Europe. Quarante ans plus tard, André Fontaine remet en question la portée effective de la conférence dans un article publié le 5 février 1985 dans le quotidien français Le Monde.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fontaine, André ; Réd. Chef Vernet, Daniel. 05.02.1985, n° 12 447. Paris: Le Monde. "Yalta, de l'échec au mythe", auteur:Fontaine, André , p. 1; 3.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/yalta_de_l_echec_au_mythe_dans_le_monde_5_fevrier_1985-fr-ae92050b-9be0-4d7c-8329-27fc4be9016e.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Yalta, de l'échec au mythe

Il n'est pas de partage éternel

Que reste-t-il de cette conférence de Crimée, improprement appelée de Yalta, puisqu'elle s'est déroulée en réalité dans la localité voisine de Livadia, dont on célèbre, ce 4 février, le quarantième anniversaire?

Rien, ou presque, si l'on prend en considération son objectif principal, un objectif que les participants, en s'en allant, s'imaginaient avoir pleinement atteint : le maintien, *ad vitam aeternam*, une fois la paix revenue, de l'entente des vainqueurs de l'Allemagne nazie. Tout, si, à la réalité d'un échec écrasant, on préfère la force incomparable du mythe. Bien que le contraire ait été cent fois, mille fois démontré, tout un chacun, simple citoyen ou chef d'Etat, persiste, et pas seulement en France, à croire que trois vieux messieurs, réunis au bord de la mer Noire, se sont partagé un beau matin le monde et que, pour quelque mystérieuse raison, leur accord a échappé à la règle qui voue d'habitude à la précarité les traités les plus solennels.

Or il en va des accords de Yalta comme des autres : l'encre en était à peine sèche qu'ils étaient déjà violés. Il n'est que d'entendre à ce propos le changement de ton de Churchill : « *Je rapporte de Crimée, déclare-t-il le 27 février 1945, aux Communes, l'impression que le maréchal Staline et les dirigeants soviétiques désirent vivre dans une amitié et une égalité honorables avec les démocraties occidentales. Je crois aussi qu'ils n'ont qu'une parole.* » Il ne lui faudra que quinze jours pour déchanter. « *Nous nous trouvons, écrit-il le 13 mars à Roosevelt, en présence d'un immense échec, d'un écroulement complet de ce qui avait été convenu à Yalta.* »

Roosevelt lui-même, qui avait fondé tant d'espoirs sur Yalta, allait câbler à Staline, le 1er avril, quelques jours avant de mourir, que « *toute solution qui aboutirait à une reconduction à peine déguisée de l'actuel régime de Varsovie [dominé par les communistes] serait inacceptable et conduirait le peuple des Etats-Unis à considérer l'accord de Yalta comme un échec.* »

Inacceptable? C'est pourtant ce qu'allait pratiquement accepter, au mois de mai suivant, Harry Hopkins, l'éminence grise de Roosevelt, envoyé à Moscou par le nouveau président Harry Truman pour essayer de régler avec Staline les questions restées pendantes à Yalta, dont celle de la Pologne. Après avoir réglé, à la satisfaction du Kremlin, la question de la frontière orientale, les Trois avaient bien entendu affirmé leur volonté de voir rétablir une Pologne « *forte, libre, indépendante et démocratique* ». Et Roosevelt avait proclamé que les élections polonaises devraient être « *comme la femme de César : qu'elles ne puissent être soupçonnées* ». Mais les mots ne coûtaient pas cher à celui que Roosevelt et Churchill appelaient entre eux Oncle Jo. Comme il devait le dire en avril 1945 à Tito : « *Cette guerre ne ressemble pas à celles du passé : quiconque occupe un territoire y impose son propre système social. Tout le monde impose son système aussi loin qu'il peut avancer. Il ne saurait en être autrement.* »

Il était bien décidé, en tout cas, à ce que la Pologne n'échappe pas à la règle : Mikolajczyk, le chef du gouvernement en exil à Londres, devint certes, après le voyage de Hopkins, vice-président du gouvernement de Varsovie. Mais les élections qui suivirent se déroulèrent dans de telles conditions qu'il ne put que reprendre, quelques mois plus tard, le chemin de l'exil.

Dès le 27 février d'ailleurs, c'est-à-dire le jour même où le Premier britannique avait affirmé, avec une inhabituelle candeur, sa foi dans la sincérité du généralissime, celui-ci avait expédié à Bucarest son lieutenant Vychinski, avec mission d'obliger le jeune roi Michel à mettre en place un gouvernement dont, à toutes fins utiles, il lui apportait la liste.

On dira que Churchill n'avait à s'en prendre qu'à lui-même : pour obtenir les mains libres en Grèce, il avait conclu avec Staline, en octobre précédent, un accord qui lui abandonnait pratiquement la Roumanie et la Bulgarie, au demeurant déjà occupées par l'armée rouge. En Hongrie et en Yougoslavie, il était convenu que l'influence des deux pays s'exercerait *fifty fifty*. Des Etats-Unis, qui n'avaient pratiquement pas été consultés, il n'était pas question.

Si partage il y eut, ce fut bien à ce moment-là, et non à Yalta, qui fut en réalité une tentative pour substituer un ordre mondial pacifique au système des sphères d'influence, dont Roosevelt avait assuré, quelques mois plus tôt devant les Chambres réunies du Congrès, qu'il ne serait « *plus jamais question.* » D'où cette « *Organisation des Nations unies* », dont le nom dit assez l'ambition, que la conférence de Crimée décida de créer. L'ONU était supposée, grâce à des institutions plus fortes que la défunte Société des nations, réussir là où celle-ci avait échoué. On voit aujourd'hui ce qu'il en est.

Inutile de dire que, dans l'esprit de leur président, les Etats-Unis occuperaient au sein de cette Organisation une position dominante. Il les voyait, en toute simplicité, selon ses confidences à son fils Elliott, jouant les médiateurs « *entre les Anglais qui pensent empire et les Russes qui pensent communisme* ». Il n'était au demeurant pas loin de croire que, succombant à son charme bien connu, Staline était en passe de se convertir à la démocratie véritable. Sinon, comment aurait-il pris au sérieux la signature que le généralissime allait donner à la déclaration sur l'Europe libérée ou au paragraphe sur la Pologne libre, indépendante et démocratique ? Comment, surtout, aurait-il déclaré, comme il l'avait déjà fait en 1943 à Téhéran, qu'une fois la guerre finie les troupes américaines seraient rapidement retirées d'Europe ?

Cette promesse, Khrouchtchev devait la rappeler à Kennedy lorsqu'ils se rencontrèrent au début de juin 1961 à Vienne, en pleine crise de Berlin. Elle avait été faite sérieusement : le peuple américain était pressé de voir les « boys » rentrer au pays. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Churchill a tant poussé à Yalta à la restauration de la France dans sa position de grande puissance, avec une armée sérieuse à la clé.

C'est une constante de la politique britannique, on le sait, que de ne laisser en aucun cas se consolider une hégémonie continentale ; et l'héritier des Marlborough avait grand-peur qu'une fois les Américains partis les Soviétiques ne cherchent à étendre leur influence jusqu'à la Manche et à l'Atlantique.

Le mythe du partage

Ce qu'on est en droit de reprocher au Roosevelt de Yalta, ce n'est donc pas d'avoir partagé l'Europe avec Staline, mais bien plutôt d'avoir envisagé, d'un cœur léger, de laisser l'ensemble du continent pratiquement sans défense vis-à-vis d'une armée rouge alors au faîte de sa puissance. Si les choses ont tourné autrement, c'est parce qu'Hiroshima allait donner, du jour au lendemain, à son successeur les moyens de résister sans grands risques pendant des années à toutes les pressions soviétiques. Ce qui a partagé l'Allemagne, l'Europe et le monde, ce n'est donc pas la volonté de trois hommes, c'est l'épée de Damoclès du feu nucléaire.

En réalité, le seul partage qui ait eu lieu à Yalta a concerné l'Extrême-Orient : Il s'agissait de s'assurer de la participation de l'URSS à la phase finale de la guerre contre le Japon. Et c'est ainsi que Staline, non content de récupérer les terres que l'empire du Soleil-Levant avait arrachées à la Russie en 1904, s'est fait céder – sans que celle-ci fût en quoi que ce soit consultée – quelques morceaux de la Chine. Tout cela, en fin de compte, pour rien, puisque, lorsque l'armée rouge se mit en marche pour régler son compte au Japon, trois mois, conformément aux accords conclus, après la capitulation du Reich, Hiroshima n'était plus, depuis la veille, qu'un tas de cendres. D'allié indispensable, la bombe avait fait de l'URSS, du jour au lendemain, pour les Etats-Unis, un partenaire encombrant, voué à devenir un rival.

On ne le répétera jamais assez : Yalta appartient à l'âge pré-atomique, autant dire à la préhistoire. C'est la dissuasion mutuelle qui a figé les frontières de l'Europe et coupé en deux, à partir de 1948, une Allemagne dont les Trois Grands avaient décidé à Potsdam, en juillet 1945, de maintenir l'unité.

Mais pourquoi alors ce mythe de Yalta - partage du monde ? La faute en revient-elle, comme on l'a beaucoup dit, à de Gaulle ? Quand on relit ses *Mémoires de guerre*, on est plutôt frappé de sa discrétion sur le sujet. Certes, il était furieux que la France, en sa personne, n'eût pas été invitée à la conférence, et il ne doutait pas que les choses se fussent mieux passées s'il avait été là. Mais il ne pouvait pas non plus oublier que c'est à Yalta que la France a reçu un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et une zone d'occupation en Allemagne, ce qui lui rendait le statut de grande puissance auquel il tenait tellement.

En fait, c'est sensiblement plus tard que s'est accréditée en France la légende du partage délibéré, le comble

de l'absurde et de la contre-vérité ayant été atteint lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, complaisamment expliquée par Yalta, alors qu'il n'y avait été à aucun moment question de ce pays. Le président Benès ne s'était-il pas imprudemment targué, deux ans plus tôt, d'en avoir réglé le sort avec Staline, « à des conditions, devait-il dire à de Gaulle à son retour à Londres, *qui n'hypothèquent pas notre indépendance* » ?

Bien plus qu'en France, c'est aux Etats-Unis qu'est né le mythe de Yalta. Des millions d'électeurs américains sont originaires d'Europe orientale : ils supportaient mal de voir leurs frères demeurés au pays tomber sous la coupe soviétique. Il était tentant pour le Parti républicain de faire retomber sur Roosevelt, et donc sur les démocrates, la responsabilité de l'abandon de ces pays à l'Ours moscovite, et il ne s'en priva pas ; ce qui amena d'ailleurs Truman à faire publier les procès-verbaux de la conférence de Crimée. Mais qui a eu le courage de lire cet interminable document ?

De toute façon, il suffit de parcourir la chronique des années de guerre froide et de prétendue « détente » pour s'apercevoir que, si partage il y a eu, il n'a cessé d'être mis en question. Pour l'Union soviétique, en effet, comme le disait Khrouchtchev avec son habituelle franchise, le *statu quo* ne saurait être conçu que sous une forme « *dynamique* », puisque, aussi bien, l'histoire a inscrit de tout temps à son programme le triomphe final du socialisme. Ce que Kennedy devait résumer dans une formule saisissante : « *Ce qui est à moi est à moi ; ce qui est à toi est négociable.* »

Comment d'ailleurs imaginer qu'une Union soviétique sortie de la guerre saignée à blanc, ruinée et toute nourrie encore de sa foi bolchévique allait gentiment concourir – comme le lui demandait en dernière analyse Roosevelt – à la consolidation d'un ordre mondial dominé par des Etats-Unis devenus, en grande partie grâce à la guerre, le pays le plus riche et le plus fort de tous les temps ?

Il n'y a pas d'exemple d'une alliance qui survit longtemps au danger contre lequel elle s'est constituée. Au moment de Yalta, l'Allemagne est déjà envahie, sa capitulation n'est plus qu'une question de quelques mois. Mais la préoccupation majeure demeure encore d'empêcher la bête de se réveiller, de la démilitariser, de la mettre définitivement hors d'état de nuire. Le jour où l'on s'apercevra que la défaite l'a vaccinée pour longtemps contre l'esprit de conquête et que le « *revanchisme* » dont on l'accuse facilement à Moscou n'existe que dans une toute petite minorité de la population, alors on constatera que la guerre froide a pris la relève de la guerre tout court.

D'où les multiples crises et même les multiples conflits armés dont est jalonnée l'histoire de l'après-guerre. En fin de compte, le seul continent où, mis à part le double schisme yougoslave et albanais, la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest n'ait pas bougé, malgré les deux crises de Berlin, malgré les tentatives communistes au Portugal, après la « révolution aux œillets », c'est le nôtre, c'est l'Europe. Et il est de fait qu'au fil des années une sorte d'accord tacite s'est établi sur ce point. Tout se passe comme si, la dissuasion mutuelle aidant, chacun des deux camps avait fait sienne la doctrine américaine de l'endiguement (*containment*) élaborée en 1947 par George Kennan, au nom de laquelle il convient de s'opposer, au besoin par la force, à tout empiètement de l'adversaire.

Cette situation durera-t-elle éternellement ? Y aura-t-il toujours des soldats de l'Ouest et du pacte de Varsovie face à face le long d'un éternel rideau de fer, d'un éternel mur de Berlin ? Il est difficile de le croire, quand ce ne serait que parce que l'histoire est, par définition, changement. Comme l'a dit une fois pour toute Lénine, tout partage résulte d'un rapport de forces, et la modification de ce rapport de forces aboutit, tôt ou tard, à une remise en cause du partage. Comment cette remise en cause se produira-t-elle ? Dans le fracas de l'apocalypse nucléaire ? Par affaiblissement progressif des pouvoirs impériaux ou de l'un ou l'autre d'entre eux ? Par glissement de l'Allemagne vers le neutralisme ?

Le temps que nous vivons n'est pas celui des grands prophètes : nous n'avons plus de Napoléon, de Tocqueville, de Trotski ou de de Gaulle, de ces hommes « *pour qui nos destins, suivant Corneille sont des livres ouverts* ». Les prévisionnistes se plantent souvent, et il manque à la grandiose palette de Soljenitsyne les couleurs de la petite fille Espérance. Mais s'il est une évidence que tout atteste, c'est que jamais le sinistre rideau qui coupe l'Europe en deux n'a été aussi perméable aux idées, aux mots, et maintenant aux

images, qui, si les blindés ne s'en sont pas chargés auparavant, le réduiront quelque jour en poussière.

André Fontaine